

Note de position de la plateforme forêt et communauté (CFP) sur le Rapport à Mi-parcours du Cameroun sur la mise en œuvre de la REDD+

Chers membres du Comité des Participants du FCPF,

Dans le souci d'améliorer la qualité de mise en œuvre du processus REDD+ au Cameroun et de garantir la participation efficace de toutes les parties prenantes à ce processus, Nous, les organisations soussignées, portons à votre attention les commentaires suivants sur le Rapport à Mi-parcours du Cameroun dans le cadre du processus REDD+,

Ceux-ci portent sur les points suivant : La faible participation des OSC et des communautés (1), la faible implémentation de la stratégie de communication (2), l'absence de stratégie efficiente de capacitation des représentants des populations autochtones (3).

1- Faible participation des OSC et des communautés

La participation des acteurs non étatiques, et plus spécifiquement de la société civile et des communautés locales et autochtones demeure un réel défi pour le processus REDD+ et toutes les activités apparentées à REDD+ au Cameroun.

- *Participation limitée des communautés et des OSC dans les institutions de décision de la REDD+*

Le Rapport à mi-parcours relève que des efforts ont été faits pour améliorer la participation des parties prenantes dans le processus REDD+, et qu'après évaluation des structures existantes, une nouvelle structure organisationnelle avec des institutions décentralisées au niveau régional et national a été mise en place. Un texte à ce sujet sera proposé au Premier Ministère à travers le Ministère de l'Environnement de la Protection de la Nature et du Développement Durable. Seulement, aucune information n'est fournie sur la composition de cette nouvelle structure organisationnelle (nombre de participants, qualité des membres, etc.) et sur le processus de prise de décisions en son sein. Dans le même temps, les communautés et une partie de la société civile se sentent exclus du processus REDD+ au Cameroun. A titre illustratif, le Comité de Pilotage actuel est composé de dix-neuf membres (19), dont quatorze (14) représentants du Gouvernement et seulement un représentant pour les OSC et un représentant pour les communautés (p.12). Les décisions sont prises à la majorité des membres. Ce qui limite la capacité de ces communautés et représentants de la société

civile à influencer la marche des travaux. Avoir une nouvelle structure et de nouvelles entités aux niveaux régional et local n'aura pas d'impact sur la participation si la même composition, la même représentativité ainsi que le même fonctionnement sont repris.

Nous suggérons que la représentativité des acteurs non étatiques soit revue à la hausse, et que les décisions au sein de cette nouvelle structure soient prises par consensus plutôt qu'à la majorité des membres.

- *Absence de mise en œuvre des Directives Nationales Pour l'obtention d'un Consentement libre, informé et Préalable (CLIP) dans le cadre de la REDD+ au Cameroun*

L'implémentation du Consentement Libre, Informé et Préalable (CLIP) dans le processus REDD+ au Cameroun reste un défi malgré l'élaboration et la validation par le Gouvernement du Cameroun des Directives Nationales Pour l'obtention d'un Consentement libre, informé et Préalable (CLIP) dans le cadre de la REDD+ au Cameroun.

Afin d'améliorer la participation des communautés dans le processus REDD+ au Cameroun, et de faciliter la mise en œuvre des projets REDD+ sur le terrain, des Directives Nationales sur le CLIP ont été adoptés en 2014. Celles-ci stipulent que le CLIP des communautés devrait être obtenu avant et tout au long du développement et de la mise en œuvre du processus et des initiatives (projets, programmes et activités) REDD+ au Cameroun¹. Malheureusement ces directives n'ont jusqu'ici jamais été appliquées telles quelles dans le développement des activités liées à la REDD+ au Cameroun. La dernière illustration en date est celle du développement de la Note d'idée du Programme de Réduction des Emissions de Gaz à Effet de Serre (ER-PIN) dans laquelle l'information et la consultation des communautés des zones potentielles de développement des futures initiatives REDD+, n'ont pas été effectuées d'après les Directives sur le CLIP. De même, on observe que les initiatives/projets pilotes REDD+ en cours au Cameroun se développent sans un respect de ces Directives. La faible application des Directives nationales sur le CLIP est l'une des causes de la très faible participation des communautés au processus REDD+ au Cameroun. Le Rapport à Mi-parcours ici commenté a faiblement mentionné cette réalité.

Nous recommandons une application stricte du CLIP des communautés dans toutes les activités liées au développement de la REDD+ au Cameroun tel que stipulé dans les Directives Nationales sur le CLIP.

- *Clarifications sur la participation de la société civile*

Dans le cadre du processus REDD+ au Cameroun, il est mis en place une plateforme d'OSC. A côté de cette plateforme, il existe plusieurs dynamiques de la société civile qui suivent au quotidien le processus REDD+ et mettent en œuvre des actions concrètes pour promouvoir les droits et intérêts des populations locales et autochtones. Malheureusement, les propositions faites par ces catégories d'acteurs sont faiblement prises en compte, et les recommandations formulées par le FCPF à l'endroit du Gouvernement du Cameroun suite à l'examen des notes de positions de ces acteurs notamment celles relatives à garantir la

¹ Directives opérationnelles nationales pour l'obtention du Consentement Libre, Informé et Préalable dans la REDD+ au Cameroun

participation des différentes dynamiques de la société civile, sont pas traduites en actions concrètes.

Le mécanisme et les modalités de participation des autres dynamiques de la société civile dans le cadre du processus REDD+ au Cameroun doit être clarifié.

2- Faible implémentation de la stratégie de communication au niveau local et absence d'évaluation des actions de communications

Une stratégie de communication a été élaborée en 2016, et force est de reconnaître que des efforts de communication sont faits notamment en faveur des organisations de la société civile. Cependant, cette stratégie de communication reste faiblement diffusée, et les efforts de communication mentionnés dans le rapport restent jusqu'ici focalisés au niveau national avec peu d'actions initiées au niveau des communautés. Par ailleurs, aucun mécanisme d'évaluation des actions de communication n'a été mis en place afin d'avoir un retour sur le niveau de compréhension des cibles, et il n'y a pas un mécanisme permettant d'harmoniser le contenu des messages à délivrer dans le cadre de la REDD+. Par conséquent, chaque acteur informe à sa manière en fonction des informations qu'il possède.

La stratégie de communication doit être largement diffusée pour sa meilleure appropriation par les acteurs,

Plus de cohérence et d'harmonisation dans le contenu des messages à délivrer sur la REDD+ et le développement d'un mécanisme de suivi-évaluation des actions de communication dans le processus REDD+.

3- Absence de *stratégie efficiente de capacitation des représentants des populations autochtones*

Dans le cadre des activités REDD+, des actions de renforcement des capacités ont été prévues et des appuis apportés aux organisations de la société civile autochtone. Toutefois, au demeurant, s'observe un problème de la qualité de représentation de ce groupe d'acteur, principalement de l'absence d'un processus endogène de désignation/choix des représentants autochtones par leurs pairs à la base et d'une stratégie efficiente d'accompagnement et de préparation préalable des représentants actuels aux différentes réunions d'information et de prise de décisions sur les questions en relation avec la REDD+. Cette absence limite leur contribution en qualité aux discussions dans les instances de prise de décision, et réduit considérablement leur capacité à influencer la prise de décisions aux mieux de leurs préoccupations dans.

Le processus de renforcement des capacités des populations autochtones devrait contribuer au développement d'une stratégie efficiente de capacitation des représentants des populations autochtones qui siègent aux instances nationales de prise de décisions et de suivi du processus REDD+

Résumer des recommandations :

- Un comité de pilotage ainsi que des institutions locales et nationales avec une représentation équilibrée de tous les acteurs et avec le consensus comme mode de prise de décisions doit être mis en place dans le cadre de la réorganisation institutionnelle ;
- Un texte doit être signé qui exige l'implémentation des Directives Nationales Pour l'obtention d'un Consentement libre, informé et Préalable (CLIP) dans le cadre de la REDD+ au Cameroun ;
- Une Planification annuelle opérationnelle de communication doit être élaborée prenant en compte des spécificités culturelles des communautés et assortie d'une évaluation d'efficacité des activités menées ;
- Une définition des modalités de participation des autres OSC au processus REDD+ doit être faite ;
- Une stratégie efficiente de capacitation des représentants des populations autochtones qui participent aux discussions sur la REDD+ et qui siègent aux instances nationales de prise de décisions et de suivi du processus REDD+ au Cameroun doit être élaborée ;

Liste des organisations signataires :

AAFE BEN, ADD, ADEBAGO, ADEBAKA, ABAGUENI, ABAWOMI, AFDECDH, AJESH, APED, APRIAATE, ASBAK, ASTRADHE, BACUDA, CADER, CAFER, CAFT, CAJAD, Cam-Eco, CARFAD, CeDLA, CED, CEFAID, CENDEP, CERUT, CEPFILD, CIEFE, CRADIF, COMINSUD, FCTV, FAJOIED, GDA, NATURE CAMEROON, OCBB, ONED, OKANI, PAPEL, PERAD, PLANET Survey, ROCAME, ROLD, RUDEC, SAILD